

(A)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1923-1924.

TABLE ALPHABETIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

AÉRONAUTIQUE. — Voir *Armée*.

ARMÉE. — Contingent pour 1924. — Rapport de la Commission, par M. le baron A. d'Huart (n^o 42).

Projet de loi relatif à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires (n^o 134). — Rapport de la Commission, par le général Gillain (n^o 141).

Projet de loi concernant le déclassement de certains ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, de Liège et de Namur et la suppression des servitudes militaires dont étaient frappées les propriétés voisines de ces ouvrages (n^o 150). — Rapport de la Commission, par le général Gillain (n^o 169).

Projet de loi octroyant à certains membres du personnel de l'Administration de l'Aéronautique les pouvoirs d'officier de police judiciaire. — Rapport de la Commission, par le général Gillain (n^o 233).

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers (n^o 259). — Rapport de la Commission, par M. le baron A. d'Huart (n^o 260). — Amendement de MM. Calonne et Damas (n^o 262).

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Projet de loi organique amendé par la Chambre (n^o 256).

ASSURANCES SOCIALES. — Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle, présentée par M^{me} Spaak (n^o 178).

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, adopté par la Chambre (n^o 257).

ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs, adopté par la Chambre (n° 258).

ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendements de MM. Magnette et consorts, Van Roosbroeck et Ronvaux, et du Gouvernement (n° 7). — Amendement de M. Digneffe (n° 11). — Rapport complémentaire de la Commission sur les amendements, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 12). — Amendements du Gouvernement (n° 15). — Amendement de MM. Van Roosbroeck et consorts (n° 18). — Texte adopté au premier vote (n° 25). — Amendements du Gouvernement (n° 53).

AUTONOMIE DE DIVERS SERVICES. — Voir *Budget des Voies et Moyens*.

BOIS ET FORÊTS. — Voir *Eaux et Forêts*.

BONS DU TRÉSOR. — Voir *Dette publique*.

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1924. — Projet de loi (n° 24). — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 33).

Crédits provisoires à valoir sur les budgets. — Rapports de la Commission, par M. Delannoy (nos 108, 214).

Régularisations et crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et antérieurs. — Rapport de la Commission, par M. De Clereq (n° 263).

Régularisations et crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 265).

Budget des Affaires économiques pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XIV). — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy (n° 185).

Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, V). — Rapport de la Commission, par M. Feron (n° 40). — Amendements du Gouvernement (n° 51).

Budget de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, VIII). — Amendements du Gouvernement au Budget de l'Agriculture (nos 56, 69). — Amendement du Gouvernement au Budget des Travaux publics (nos 57, 94, 112). — Rapport de la Commission sur le Budget de l'Agriculture, par M. Limage (n° 64). — Rapport de la Commission sur le Budget des Travaux publics, par M. Lefebvre (n° 103).

BUDGETS. — Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 135). — Rapport de la Commission, par M. Hicguet (n° 145). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 163).

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, X). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 228).

Budget de la Défense nationale pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XI). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 190).

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, II). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 146).

Budget des Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XVII). — Rapport de la Commission spéciale, par M. Beauvain (n° 189).

Budget des Dotations pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, III). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 187). — Rapport de la Questure sur la Dotation du Sénat (n° 219).

Budget des Finances pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, XIII). — Amendements du Gouvernement (nos 59, 94, 124). — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 89).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XII). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 168).

Budget de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, IX). — Amendements du Gouvernement (nos 58, 94, 156, 162, 164). — Amendements de MM. Lombard et consorts (n° 75). — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 144). Amendement de MM. Volekaert et consorts (n° 175).

Budget de l'Intérieur et Hygiène pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, VI). — Amendements du Gouvernement (nos 55, 88, 94, 105). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 101).

Budget de la Justice pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, IV). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 44). — Amendements présentés par le Gouvernement (nos 52, 62, 66, 68, 79, 80, 81). — Amendements de M. Deswarte (n° 78).

BUDGETS. — Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1924. — (Le Projet de loi adopté par la Chambre n'a pas été réimprimé par le Sénat.) — Rapport de la Commission, par M. Struye (n° 154).

Budget des Recettes et Dépenses de Ravitaillement pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, XIX). — Amendements du Gouvernement (nos 60, 92). Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 87).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XVI). — Rapport de la Commission spéciale, par M. le baron de Mévius (n° 213).

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre de l'exercice 1924. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XX). — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 153).

Budget des Sciences et Arts pour l'exercice 1924. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, VII). — Amendements du Gouvernement (nos 50, 72). — Amendement de M^{me} Spaak et consorts (n° 76). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 21).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1924 et dispositions relatives à l'autonomie de diverses exploitations ressortissant au Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics et à la prime supplémentaire à allouer aux acquéreurs d'habitations à bon marché. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, I). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 37).

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS. — Projet de loi approuvant des changements à la législation y relative (n° 117). — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 172).

CHANGE. — Rapport de la Commission pour la défense du change (annexe au n° 89).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Projet de loi relatif à l'instauration de l'autonomie financière aux chemins de fer de l'État, adopté par la Chambre (n° 247).

CODE CIVIL. — Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage de biens appartenant à des incapables, présenté par le Gouvernement. — Amendements de M. Berger (n° 13).

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps (Titre VI du Livre I^{er}), présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. le comte Goblet d'Alviella, et amendements présentés par la Commission, M. Deswarte et le comte Goblet d'Alviella (n° 16). — Texte remplaçant celui des amendements présentés aux articles 264 et 266 par le rapporteur comte Goblet (n° 83). — Texte adopté au premier vote (n° 98). — Amendements du Gouvernement (n° 99).

CODE CIVIL. — Projet de loi portant revision du Titre IV du Livre I^{er} du Code civil relatif à l'absence, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier, et amendements présentés par la Commission (n^o 106). — Amendements présentés par MM. Braun et consorts (n^o 123).

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété (n^o 160). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n^o 188).

Projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels, présenté par le Gouvernement (n^o 207).

CODE DE COMMERCE. — Projet de loi portant création du « Registre du commerce » (n^o 130). — Rapport de la Commission, par M. Braun (n^o 148).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier, présentée par M. Deswarte (n^o 91). — Rapport de la Commission, par M. Magnette (n^o 95). — Amendements du Gouvernement (n^o 138). — Amendements de M. Deswarte (n^o 143). — Sous-amendement du Gouvernement à l'amendement de M. Deswarte (n^o 152).

Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile, transmis par la Chambre (n^o 194).

Proposition de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions, présentée par M. Deswarte (n^o 212). — Rapport de la Commission, par M. Magnette (n^o 237).

Projet de loi relatif à la compétence en matière civile et commerciale, transmis par la Chambre (n^o 243).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE. — Proposition de loi modifiant les articles 21, 22 et 25 de ce code, présentée par M. Carnoy (n^o 41).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre II de ce code, présenté par le Gouvernement (n^o 177). — Rapport de la Commission, par M. Du Bost (n^o 226).

CODE ÉLECTORAL. — Projet de loi apportant des modifications à l'article 239, présenté par le Gouvernement (n^o 6). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n^o 35).

Proposition de loi ayant pour but : 1^o de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921, réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les Conseils provinciaux, et 2^o de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat, présentée par M. Ligy (n^o 128). — Rapport de la Commission, par M. Nerinx, et amendement présenté par la Commission (n^o 165).

CODE ÉLECTORAL. — Projet de loi relatif à la revision des listes électorales, présenté par le Gouvernement (n° 206). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 222). — Amendement du Gouvernement (n° 227).

CODE PÉNAL. — Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics (n° 149). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 203).

Projet de loi modifiant l'article 561, 6°, de ce code, présenté par le Gouvernement (n° 211).

COLONIES. — Voir *Congo*.

COMMERCE DES DENTELLES. — Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Rutten (n° 100). — Amendement de M. Rutten (n° 111).

COMMISSAIRES DE POLICE. — Voir *Loi communale*.

COMMUNES. — Voir *Territoire*.

COMPÉTENCE. — Voir *Code de procédure civile*.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. — Rapport de la Commission sur diverses délibérations du Conseil des Ministres, par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées, par M. Liebaert (n° 109).

CONGO. — Projet de loi approuvant une ordonnance du Gouverneur général, en date du 9 mai 1923, inscrivant un crédit supplémentaire au Budget du Congo belge pour l'exercice 1922. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 231). —

Projet de loi approuvant une ordonnance d'ouverture de crédit supplémentaire au Budget du Congo belge, pour l'exercice 1922. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 229).

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au Budget des Dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge de l'exercice 1923 (n° 182). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 230).

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. — Rapport de la Commission, par M. Pirard (n° 61).

Projet de loi accordant la garantie de la Colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25,000,000 de francs d'actions privilégiées de la Compagnie des Chemins de fer du Katanga. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 102).

CONGO. — Projet de loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires pour les années 1924 et 1925 (n° 181). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 236).

Projet de loi approuvant une ordonnance du Gouverneur général en date du 16 novembre 1923, ouvrant un crédit supplémentaire au Budget des Dépenses extraordinaires de 1923. — Rapport de la Commission, par M. Eylembosch (n° 261).

Projet de loi approuvant le Traité conclu avec les Etats-Unis d'Amérique concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. — Rapport de la Commission, par M. Speyer (n° 268).

Projet de loi approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. — Rapport de la Commission, par M. Speyer (n° 273).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Rapport de la Commission, par M. Rongy, sur : 1° le projet de loi revisant les dispositions de la loi organique du 15 mai 1910 ; 2° la proposition de loi de M. Van Roosbroeck revisant la même loi (n° 67). — Amendement de MM. Thiébaud et consorts (n° 110). — Amendement du Gouvernement (n° 118). — Amendements de M. Wittemans et de M. Braun (n° 122). — Amendements de M. Lebon, de MM. Van Roosbroeck et consorts, de MM. Broekx et consorts, du Gouvernement, de MM. Lejeune et consorts, de M. Rutten, de M. Van Roosbroeck (n° 129). — Amendement de M. Lebon (n° 137). — Rapport complémentaire de la Commission, par M. Rongy, et tableau synoptique du projet de loi et des divers amendements proposés (n° 155).

CONTRATS. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

CONVENTIONS. — Voir *Traités et conventions*.

COUR DE CASSATION. — Liste des candidats présentés par la Cour pour les deux places de conseiller vacantes à la dite Cour : la première, par suite du décès de M. le conseiller Eeman ; la seconde, par suite de la retraite de M. le conseiller Charles (n° 191).

COUR DES COMPTES. — Exposé du dissentiment qui s'est produit entre la Cour des Comptes et le Département de l'Agriculture et des Travaux publics, à propos de la liquidation des primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le Service du nivellement et de la motoculture (n° 74). — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 186).

Exposé d'un dissentiment survenu entre le Département de la Marine et la Cour des Comptes. — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 220).

Exposé d'un dissentiment survenu entre le Département des Sciences et Arts et la Cour des Comptes. — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 244).

DÉBITS DE BOISSONS. — Projet de loi modifiant la loi du 29 mai 1919 concernant les débits de boissons fermentées (n° 23). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 34).

DÉLAIS D'IMPOSITION. — Voir *Impôts*.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Proposition de loi accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive, présentée par M. Deswarte. — Amendements du Gouvernement (n° 19).

DETTE PUBLIQUE. — Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 p. c. de la restauration nationale et sur l'emprunt (n° 114). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 119).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi domaniale. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 264).

DOMMAGES DE GUERRE. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

DOUANES ET ACCISES. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. — Rapport de la Commission, par M. Demerhe (n° 27).

Projet de loi relatif au tarif des douanes. (Prorogation au 30 juin 1924 de la loi du 29 juin 1923 relative aux coefficients de majoration et aux régimes différentiels). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 39).

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les eaux-de-vie indigènes. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 90).

Projet de loi revisant le tarif des douanes (n° 82). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 125).

Projet de loi relatif au tarif des douanes. (Prorogation de l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1920, de l'article 2 de la loi du 31 mars 1921 ; de la loi du 8 avril 1922 et modification de l'article 9 de la loi du 8 mai 1924) (n° 215). — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 216).

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 240).

DROITS DE CHANCELLERIE. — Voir *Tarif consulaire*.

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TRANSCRIPTION. — Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 24 octobre 1919 relatif à la réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales et la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages (n° 151). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 167).

EAUX ET FORÊTS. — Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers (n° 43). — Rapport de la Commission, par M. de Kerchove d'Ousselghem (n° 46).

Projet de loi concernant la protection des eaux minérales et thermales. — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 274).

ÉLECTRICITÉ. — Projet de loi sur les distributions d'énergie électrique, transmis par la Chambre (n° 183).

EMPLOIS COMMUNAUX. — Voir *Loi communale*.

EMPRUNT. — Voir *Dette publique*.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Projet de loi modifiant l'alinéa premier de l'article 29, 3^o, de la loi organique (n° 47). — Rapport de la Commission, par M. Ronvaux (n° 48).

Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes ; *b*) les dates des vacances. — Amendement de MM. Nerinx et consorts (n° 209). — Amendement de M. Rutten (n° 239).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Projet de loi complétant l'article 50 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, présenté par le Gouvernement (n° 70).

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, présenté par le Gouvernement (n° 97).

Projet de loi modifiant le dernier alinéa de l'article 34 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Rapport de la Commission, par M. Deploige (n° 238).

Voir *Timbre*.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale du Musée professionnel de l'État, à Morlanwelz. — Rapport de la Commission, par M. Croquet (n° 224).

EXPROPRIATION. — Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (n° 104). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier et amendements de la Commission (n° 158). — Amendements de M. Libioulle (n° 195).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES. — Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale (n° 71). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 85).

FONCTIONS ET EMPLOIS PUBLICS. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc. l'admission aux fonctions et emplois publics (n° 49). — Rapport de la Commission, par M. Nerinx (n° 221).

Projet de loi relatif à la constitution d'une Association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre. — Rapport de la Commission, par M. E. Nolf (n° 107).

Projet de loi relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre (n° 113). — Rapport de la Commission, par M. Struye (n° 142).

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre de 1914-1918. — Rapport de la Commission, par le général Gillain (n° 232).

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français tombés au champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai, présentée par M. Asou (n° 210). — Rapport de la Commission par M. Deswarte (n° 234).

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919, relative à la résiliation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre (n° 192). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 235).

Projet de loi modifiant les articles 12 et 16 de la loi du 28 juillet 1921 sur la validité des actes de l'état civil, la rectification des actes de décès dressés pendant la guerre et la déclaration judiciaire du décès, présenté par le Gouvernement (n° 255).

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Voir *Budget des Voies et Moyens*.

IMPOTS. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. — Amendements de M. François (n° 14). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius et amendements de la Commission (n° 17). — Amendements de MM. le baron de Moffarts et consorts (n° 22). — Amendement de M. Serruys (n° 26). — Amendements de MM. Van Overbergh et consorts (n° 30). — Amendements de M. du Four et de M. Volekaert (n° 31). — Amendements du Gouvernement et de MM. le baron de Mévius et Du Bost (n° 32). — Texte adopté au premier vote (n° 45). — Amendements du Gouvernement (n° 54).

- IMPOTS. — Projet de loi prolongeant certains délais d'imposition et retardant la clôture de l'exercice 1922 (n° 29). — Rapport de la Commission, par M. Vande Moortele (n° 38).
- JURÉS. — Voir *Organisation judiciaire*.
- LOI COMMUNALE. — Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur, déposé par le Gouvernement (n° 173). — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 180).
- Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1921 relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints, transmis par la Chambre (n° 218).
- LOYERS. — Projet de loi prorogeant et modifiant la loi sur les loyers du 20 février 1923 (n° 241). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier et amendements de la Commission (n° 246).
- MINES. — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille. — Rapport de la Commission, par M. Liesens et amendements de la Commission (n° 63).
- MONITEUR BELGE. — Projet de loi abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge* (n° 133). — Rapport de la Commission, par M. Berger et amendement de la Commission (n° 159). — Amendement de M. Liebaert (n° 174). — Amendements du Gouvernement (n° 193). — Texte adopté au premier vote (n° 205).
- MONNAIES. — Projet de loi relatif au trafic et à la refonte des monnaies métalliques. — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 140).
- MONTS-DE-PIÉTÉ. — Projet de loi réorganisant les Monts-de-Piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts ». — Amendements de M. Liebaert (n° 9).
- MUSÉE PROFESSIONNEL DE L'ÉTAT A MORLANWELZ. — Voir *Etablissements publics*.
- NATURALISATION (GRANDE). — Projets de loi tendant à accorder la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement (nos 196, 197). — Note préliminaire et Rapports de la Commission (nos 248, 249).
- Projets de loi tendant à accorder la grande naturalisation (nos 198, 199, 200). — **Rapports de** la Commission (nos 250, 251, 252).
- NATURALISATION ORDINAIRE. — Projets de loi (nos 201, 202). — Rapports de la Commission (nos 253, 254).
- OFFICIERS DE POLICE. — Voir *Organisation judiciaire*.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi relatif à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce (n° 131). — Rapport de la Commission, par M. Braun (n° 147).

Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1925 (n° 170). — Rapport de la Commission, par M. Meyers (n° 176).

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure (n° 242). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 266).

Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 26 mai 1914, accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police, présenté par le Gouvernement (n° 275).

PENSIONS. — Projet de loi prorogeant l'article 15 des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions en faveur des ouvriers mineurs et accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus (n° 28). — Rapport de la Commission, par M. Liesens (n° 36).

Projet de loi accordant une indemnité de vie chère aux titulaires de pension (n° 132). — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 139).

Voir *Assurances sociales*.

PERSONNIFICATION CIVILE. — Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique ; à l'Académie royale flamande ; à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine (n° 73). — Rapport de la Commission, par M. Deploige (n° 96).

PÉTITIONS. — Pétitions sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton au 29 janvier 1924 (n° 77).

PETITS HÉRITAGES. — Voir *Droits d'enregistrement*.

POLICE RURALE. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale, amendé par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. Lekeu (n° 20).

POSTES. — Voir *Protêts*.

PROTÊTS. — Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts et la loi postale du 30 mai 1879 (n° 245). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 267).

PUBLICATIONS OFFICIELLES. — Voir *Moniteur belge*.

RECEVEURS COMMUNAUX. — Voir *Loi communale*.

REGISTRE DU COMMERCE. — Voir *Code de commerce*.

SÉNAT. — Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, présentée par MM. J. Nolf et consorts (n° 65). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans, et textes proposés (n° 86).

Proposition de revision de divers articles du règlement. — Rapport de la Commission, par M. Ligy, et textes proposés (n° 161).

SERVITUDES MILITAIRES. — Voir *Armée*.

SIGNIFICATIONS PAR ACTE D'HUISSIER. — Voir *Code de procédure civile*.

SPÉCULATION ILLICITE. — Voir *Code pénal*.

SUCCESSIONS. — Voir *Droits d'enregistrement et de transcription*.

TARIF CONSULAIRE. — Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921 (n° 116). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 124).

TERRITOIRE. — Projet de loi portant modification des limites séparatives de la commune de Jette et de la commune de Ganshoren (Brabant). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 166).

Projet de loi rétablissant la commune de Cognelée (Namur). — Rapport de la Commission, par M. Nerinx (n° 179).

Proposition de loi incorporant à la commune de Nieupoort les territoires des communes de Oostduinkerke, Wulpen, Boitshoucke, Ramscapelle, Saint-Georges, Mannekensvere, Lombartzyde et la commune de Westende, hormis l'aggloméré de Westende-Bains, présentée par M. Deswarte (n° 184).

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Dixmude et de la commune d'Eessen. — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 223).

TIMBRE. — Projet de loi modifiant le n° 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre) et l'article 17 de la loi du 10 août 1923 sur les droits de timbre (n° 115). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 120).

Projet de loi rétablissant l'exemption du droit de timbre à l'égard des diplômes et des certificats d'études à tous les degrés. — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 204).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Convention anglo-belge sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves. — Rapport de la Commission, par M. Speyer (n° 10).

Conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington par la Conférence internationale du travail, et signées à Paris le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France. — Rapport de la Commission, par M. Feron (n° 84).

Accord intervenu le 14 avril 1923 entre la Belgique et la France, d'une part, la Bulgarie, d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du Traité de paix de Neuilly-sur-Seine. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 171).

Traité de commerce conclu le 14 décembre 1923 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 208).

Protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé. — Rapport de la Commission, par M. Poelaert (n° 225).

Amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de paix, adopté par la Conférence internationale du travail à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922). — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 269).

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923. — Rapport de la Commission, par M. Lejeune (n° 270).

Traité de commerce conclu le 3 juillet 1924 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 271).

Conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gênes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris le 1^{er} juin 1921, par la Belgique et la France. — Rapport de la Commission, par M. Lejeune (n° 272).

TRAMWAYS. — Voir *Transports en commun*.

TRANSPORTS EN COMMUN. — Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893, relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre, présenté par

le Gouvernement (n° 8). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts et amendements de la Commission (n° 126). — Rapport complémentaire par le même et projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus (n° 157).

TRANSPORTS EN COMMUN. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à accorder à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes, déposé par le Gouvernement (n° 93). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts et amendements de la Commission (n° 127). — Amendements de MM. Fraiture et consorts (n° 136).

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts (n° 217).